

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 Roche sur yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 29 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLITOP

Le Bois des Blettes
85410 ST CYR DES GATS

Références : D 22.0566

Code AIOT : 0006301546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement SOLITOP implanté Le Bois des Blettes 85410 ST CYR DES GATS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLITOP
- Le Bois des Blettes 85410 ST CYR DES GATS
- Code AIOT : 0006301546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SOLITOP est autorisée par arrêté préfectoral du 28/02/2017 à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux sur la commune de Saint Cyr des Gats. L'autorisation de stockage est de 50 000 t/an de déchets pouvant subir une étape de stabilisation dans l'usine présente sur le site.

L'inspection a porté sur les conditions d'admission des déchets au niveau du laboratoire et des bureaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modalité et procédure de réception et d'acceptation des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tonnages autorisés	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 1.1.5	/	Sans objet
2	Aménagements et entretien	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 2.3.2	/	Sans objet
3	Procédure d'acceptation préalable d'un déchet	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.3	/	Sans objet
4	Vérification des déchets à l'arrivée	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Laboratoire de contrôle	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.5.4	/	Sans objet
6	Registre de refus	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.6.1	/	Sans objet
7	Contrôle trimestriel des déchets par un organisme extérieur	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.5.3	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a basé la visite sur les procédures de réception des déchets sur site, et leur traçabilité associée. Aucune observation majeure n'a été faite lors de ce contrôle.

Une remise à niveau avec le bureau de contrôle indépendant a été effectué pour la transmission des rapports d'analyses trimestriels portant sur les contrôles aléatoires des déchets réceptionnés (incluant la prise d'échantillons dans l'échantillonneuse du site).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tonnages autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 1.1.5
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.1.5 - Tonnages autorisés Le centre est autorisé à recevoir un tonnage global de 50 000 t/an de déchets entrants. (...)
Constats : Les tonnages réceptionnés sur l'année 2021, déclarés sur l'application GEREP et sur le rapport d'activité annuel, respectent les tonnages maximums autorisés (donnée non précisée dans ce rapport). La nature des déchets réceptionnés ne fait pas l'objet de remarque. L'inspection note que la majorité des tonnages provient du traitement des fumées d'incinérateurs (environ 55%).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagements et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 2.3.2 - Aménagements et entretien 1. Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les vérifications des chargements. 2. Un (ou plusieurs) pont-basculé(s) muni(s) d'un système de traçabilité et d'enregistrement des pesages doit (doivent) être installé(s) à l'entrée de l'installation de stockage afin de connaître le tonnage des déchets admis. Sa capacité doit être au minimum de 50 tonnes. (...)
Constats : Le site dispose d'un pont bascule de 50 tonnes accolé au bureau principal. Une passerelle aérienne permet d'accéder facilement aux chargements réceptionnés, pour une inspection visuelle ou via caméra, et pour la prise d'échantillon. Après le pont bascule, le site dispose d'une aire d'attente pour les camions en attente de validation de la réception du chargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Procédure d'acceptation préalable d'un déchet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.3
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.3 - Procédure d'acceptation préalable d'un déchet et vérification à l'arrivée La procédure d'acceptation en installation de stockage de déchets dangereux comprend trois niveaux de vérification : la caractérisation de base, la vérification de la conformité, la vérification sur place. Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie au point 1.1 de l'annexe I du présent arrêté. Le producteur, ou détenteur, du déchet doit ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, faire procéder à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au minimum une fois par an, Elle est définie au point 1.2 de l'annexe I du présent arrêté. Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.
Constats : L'exploitant dispose d'une fiche d'identification d'un déchet (DOC 11 H du 28/06/2022) regroupant l'ensemble des informations portant sur la caractérisation d'un déchet. Cette fiche est généralement remplie via les commerciaux du groupe auprès des clients. Sous contrôle de l'exploitant, ou plus généralement établie directement par l'exploitant, les déchets sont analysés dans le but d'établir un certificat d'acceptation préalable. L'inspection a constaté statistiquement la validité d'une boue d'hydroxydes métalliques (CAP 000009 valide jusqu'au 31/01/2023, code déchet 19.02.05*). Les documents, et les informations essentielles pour l'admission ultérieure des déchets, sont tracés dans un logiciel interne (SIRIUS).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification des déchets à l'arrivée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.5.2
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.5.2 - Vérification des déchets à l'arrivée Les modalités de vérification des déchets à l'arrivée sur le site de stockage sont précisées à l'annexe I du présent arrêté. Les vérifications prévues au point 1.3 de l'annexe I du présent arrêté doivent pouvoir être aisément réalisées à l'arrivée des déchets sur le site. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications. Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces vérifications. Il appartient, le cas échéant, à l'exploitant de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement avant le stockage définitif. Lorsque le déchet est définitivement accepté sur le site de stockage, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet.
Constats : Les arrivées de déchets sont préalablement planifiées. Lors de l'arrivée d'un chargement, l'exploitant réalise la vérification des documents de transport (contrôle du BSD, du CAP, et information sur le protocole de sécurité du site). Une instruction I-02-C-SCG du 01/09/2020 détaille le mode opératoire de l'exploitant. Selon le type de chargement (vrac, big-bags, fûts ou citerne), le chauffeur reçoit les informations et matériels nécessaires pour la prise d'un échantillon. De ce fait, la prise d'échantillon s'effectue soit directement par un agent du site (chargement en vrac par exemple depuis la passerelle du laboratoire), soit par le chauffeur sous supervision d'un agent du site (citerne de Refiom/Refidi). Il reçoit aussi des informations sur la zone d'attente et la zone de déchargement. Le chauffeur reçoit également un « beeper » électronique destiné à l'informer de la fin de l'analyse rapide faite sur place. L'inspection note que l'instruction I-02-C-SCG ne fait mention de cet appareil. À l'exception de certains déchets tels que les amiantes, les déchets prélevés subissent un test de lixiviation rapide au sein du laboratoire, ainsi qu'une vérification de la siccité. Les analyses sont ainsi comparées au même test effectué lors de la réalisation du certificat d'acceptation préalable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Laboratoire de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.5.4
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.5.4 - Laboratoire de contrôle Un laboratoire est installé à l'entrée de l'installation de stockage afin de réaliser les analyses de caractérisation nécessaires à l'identification des déchets dangereux et les différentes analyses en matière d'eau et de déchets exigées au titre du présent arrêté. Ce laboratoire est placé sous la direction d'un chimiste nommément désigné par l'exploitant, compétent en matière d'analyse de déchets dangereux. Ce laboratoire est doté des appareils nécessaires pour pouvoir analyser les paramètres de caractérisation et de surveillance définis par le présent arrêté selon les méthodes normalisées et avec une sensibilité compatible avec les niveaux à mesurer. Il aura mis en place un système d'assurance de la qualité approprié, audité périodiquement. Il pourra être fait appel à un laboratoire extérieur au site pour les analyses nécessaires à l'acceptation préalable, au renouvellement de l'acceptation préalable et à la mesure des paramètres relatifs aux eaux. Constats : L'inspection a constaté la présence d'un laboratoire disposant des équipements nécessaires à la réalisation des analyses de caractérisation. La visite s'est déroulée en présence de la chimiste du site. Le laboratoire dispose également d'un spectromètre de fluorescence FX permettant des analyses précises nécessaires pour les formulations du process de stabilisation. L'inspection a constaté la réalisation d'analyses portant sur des échantillons de déchets après stabilisation (déchets stabilisés après 91 jours).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre de refus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.6.1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.6.1 - Registre de refus L'exploitant consigne sur un registre (ou sous forme électronique) tenu à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des déchets non admis dans l'installation de stockage et les raisons du refus, L'exploitant reporte également sur un autre registre (ou sous forme électronique) les résultats de toutes les analyses prévues dans ce présent titre, ainsi que toutes les entrées de déchets sur le site (masse, nature, producteur, transporteur, provenance). (...) Constats : L'exploitant trace les refus de prise en charge des déchets dans le logiciel Trackdéchets, et également dans un classeur tenu à disposition. Un exemple de refus a été examiné lors de la visite (22/08/2022 : déchets de colles amiantées ayant un BSDA non conforme – CAP 201728)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle trimestriel des déchets par un organisme extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 3.5.3
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.5.3 - Contrôle trimestriel des déchets par un organisme extérieur Des prélèvements sont effectués trimestriellement sur les déchets juste avant leur enfouissement par un organisme extérieur compétent de manière inopinée par prise de deux échantillons sur le produit frais sortant de l'usine de stabilisation, de déchets réceptionnés, ou à défaut, d'un échantillon conservé sur site par l'exploitant. Les analyses correspondantes doivent permettre de valider la conformité des déchets enfouis aux règles imposés par le présent arrêté préfectoral. L'exploitant est tenu de passer une convention avec un organisme extérieur compétent à cet effet, soumise à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les échantillons sont analysés par un laboratoire indépendant et agréé par le ministère de l'environnement. Les résultats sont transmis directement à l'inspecteur des installations classées par l'organisme choisi. Les frais liés à ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Lors de la préparation de la visite, l'inspection a constaté l'absence de rapports de contrôle trimestriel depuis plusieurs années. L'exploitant a bien justifié d'un contrat sous forme d'une convention renouvelée le 31/01/2020 avec un bureau d'étude Geoscop, et a pu produire le dernier rapport de contrôle. Il s'avère que le bureau d'étude ne transmettait plus à la DREAL les rapports de contrôle. Un renvoi sur 2 ans des rapports de contrôle a été effectué suite à cette inspection, et une vérification des conditions de transmission a été effectuée. L'inspection indique que les contrôles effectués par Geoscop sur les déchets ne font pas l'objet d'observation.
Observations : L'inspection a vérifié en inspection les modalités de prise d'échantillon par le bureau d'étude. La plupart du temps, un échantillon est prélevé directement depuis l'échantillonthèque du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1 Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : (...)
Constats : L'exploitant utilise quotidiennement le logiciel Trackdéchets. Il dispose ainsi du registre de suivi des déchets fixé par l'arrêté ministériel du 31/05/2021. L'inspection a noté qu'un lien a été réalisé entre le logiciel interne SIRIUS et Trackdéchets (transmission du n° de CAP par exemple). Toutefois les nombreuses saisies se heurtent à la qualité de la liaison internet nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet